



# HAÏTI

SITUÉE dans le tiers occidental de l'ancienne île d'Hispaniola, au nord de la Mer des Caraïbes, Haïti a accédé à l'indépendance en 1804. Il figure parmi les pays les plus pauvres du monde, en dépit de richesses et d'atouts potentiels (café, bauxite, sisal, tourisme, art et culture, ressources humaines).

Haïti a adhéré à la quatrième Convention de Lomé en 1989, en même temps que la République Dominicaine, et après la mise en place d'un régime démocratique venant se substituer à la longue dictature duvaliériste. Le coup d'Etat de septembre 1991 a entraîné la suspension de la coopération de l'Union européenne avec Haïti (à l'exception des opérations à caractère humanitaire) jusqu'au retour du président élu en octobre 1994 qui a permis la signature du Programme Indicatif National (PIN) de Lomé IV dès novembre 1994.

Pendant la période trouble de 1992-1994, la population haïtienne a pu bénéficier d'aides d'urgence et d'aides alimentaires (près de 50 millions d'écus), financées à la fois sur les ressources de la Convention et sur celles du budget de l'Union européenne. D'autres actions, financées sur les fonds budgétaires de l'UE, ont également été menées dans le cadre de la coopération décentralisée, en vue d'aider les populations locales à survivre aux conditions difficiles générées par l'embargo, et au titre des cofinancements avec des ONG et de la lutte contre le SIDA. Un soutien aux organisations associatives haïtiennes actives dans la promotion des droits de l'homme et de la démocratie, ainsi que dans l'aide aux victimes de la répression, a été également été fourni.

Depuis sa signature, le Programme Indicatif (106 millions d'écus), qui est axé principalement sur la réhabilitation et sur la construction d'infrastructures routières, a déjà permis de lancer deux programmes de réhabilitation dans les domaines des infrastructures (25 millions d'écus) et de l'énergie (16 millions d'écus). Des fonds Stabex importants (25 millions d'écus) ont également déjà été transférés, qui servent à la réhabilitation des filières café et cacao, des huiles essentielles et des équipements. Un appui substantiel à l'ajustement structurel est également prévu.

En outre, 14 millions d'écus ont été prévus pour les interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques.

Enfin, comme par le passé, Haïti continuera à bénéficier des autres formes d'aides financées à partir du budget de l'UE telles que les programmes de réhabilitation, la lutte contre le SIDA, et le soutien à la démocratie et à la promotion des droits de l'homme.



CARAÏBES

CARIBBEAN

## Indicateurs économiques

PNB par habitant	<i>na/nd</i>
Exportations produits manufacturés café	191 mio \$ (1993)
Service de la dette / exportations	6,6 % (1991)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	2,03 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	57 % (1993)
Taux d'urbanisation	30 % (1993)

## Economic indicators

GNP per capita	<i>na/nd</i>
Exports manufactured goods coffee	191 mio \$ (1993)
Debt service / exports	6.6 % (1991)

## Social indicators

Population growth rate	2.03 % (1990-1995)
Primary schooling rate	57 % (1993)
Urbanization rate	30 % (1993)



PORT-AU-PRINCE

KM 27 750

6 903 000

LOCATED in the northern Caribbean Sea, in the western third of the former Hispaniola island, Haiti achieved independence in 1804. It is one of the poorest countries in the world, despite potential resources and assets (coffee, bauxite, sisal, tourism, art and culture, human resources).

Haiti joined the fourth Lomé Convention in 1989 at the same time as the Dominican Republic, following the establishment of the democratic regime that replaced the long dictatorship of Duvalier. The September 1991 coup led to the suspension of the European Union's cooperation with Haiti (except for humanitarian operations) until the return of the elected president in October 1994, an event which allowed the Lomé IV National Indicative Programme (NIP) to be signed in November 1994,

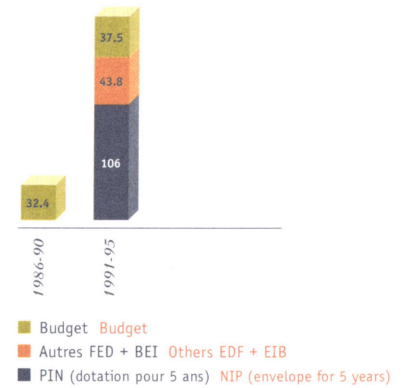
During the troubled period of 1992-1994, the Haitian population received emergency aid and food aid (almost ECU 50 million), both financed from the resources of the Convention and from the European Union budget. Other actions financed under EU budgetary funds were also carried out in the framework of decentralised cooperation, to help the local population survive the difficult conditions created by the embargo on the country, and under NGO-cofinancing and the fight against AIDS schemes. Support for local associative movements promoting human rights and democracy, as well to help victims of repression, was also provided.

Since its signing, the National Indicative Programme (ECU 106 million), which is mainly concentrated on the rehabilitation and construction of road infrastructures, has already led to the launch of two rehabilitation programmes in the fields of infrastructure (ECU 25 million) and energy (ECU 16 million). Significant Stabex funds have also been transferred, and these are being used for the rehabilitation of production channels for coffee and cocoa, essential oils and equipment. Significant support is also foreseen for structural adjustment.

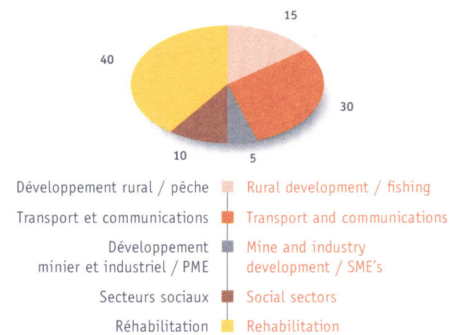
Moreover, ECU 14 million has been earmarked for interventions by the European Investment Bank (EIB), in the form of risk capital.

Lastly, as in the past, Haiti will continue to benefit from other forms of aid financed in from the EU's budget, including programmes for rehabilitation, the fight against AIDS and support for democracy and the promotion of human rights.

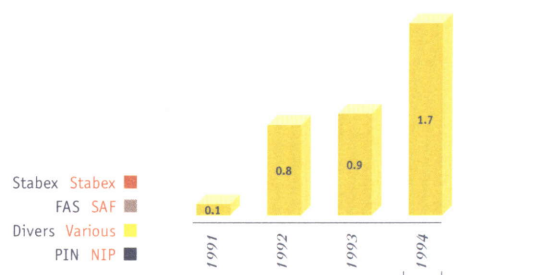
FED / EDF + BUDGET  
dotations millions d'écus  
allocations ECU million



FED / EDF 7  
répartition sectorielle du PIN en % de la dotation total  
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope

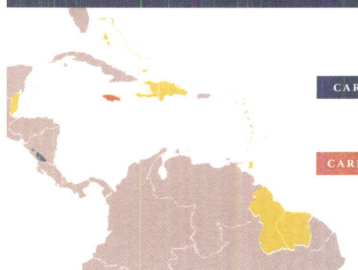


FED / EDF 4 - 5 - 6 - 7  
paiements par instrument  
payments by instrument





# JAMAÏCA



CARAÏBES

CARIBBEAN

## Indicateurs économiques

PNB par habitant	1390 \$ (1993)
Exportations	1516 mio \$ (1993)
alumine	67 %
bauxite	14 %
Service de la dette / exportations	20,1 % (1993)

## Indicateurs sociaux

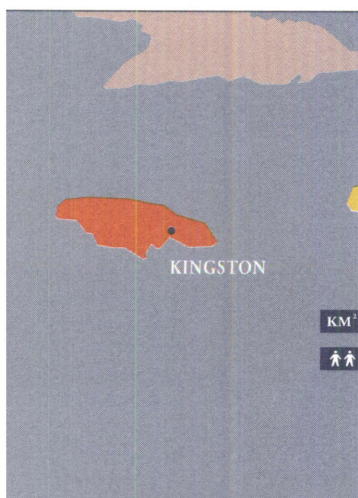
Taux de croissance de la population	1,02 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	106 % (1993)
Taux d'urbanisation	54 % (1993)

## Economic indicators

GNP per capita	1390 \$ (1993)
Exports	1516 mio \$ (1993)
alumina	67 %
bauxite	14 %
Debt service / exports	20.1 % (1993)

## Social indicators

Population growth rate	1.02 % (1990-1995)
Primary schooling rate	106 % (1993)
Urbanization rate	54 % (1993)



KINGSTON

KM<sup>2</sup> 10 990

2 495 000

LA JAMAÏQUE est l'un des plus grands Etats insulaires de la Mer des Caraïbes. Indépendant depuis 1962 et doté d'un système parlementaire bipartite, le pays est un Etat démocratique.

L'économie est basée sur trois secteurs clés : le tourisme, la bauxite et la production agricole. La Jamaïque a de bons résultats dans plusieurs indicateurs sociaux tels que l'espérance de vie, l'alphabetisation et la scolarisation.

Après la forte croissance des années '60 et du début des années '70, le pays a dû faire face à des problèmes après le premier choc pétrolier. En 1980, les finances publiques et la balance extérieure des paiements étaient en fort déséquilibre, ce qui a mené à des programmes d'ajustement structurel développés par les institutions de Bretton Woods. Après les difficultés économiques et sociales des années '80 et du début des années '90, la situation macro-économique s'est désormais fortement améliorée. En 1994, le budget du gouvernement est en surplus et les réserves de devises sont positives pour la première fois depuis 1975.

La pauvreté est actuellement le problème social le plus urgent. Des solutions doivent être recherchées en améliorant les services sociaux et en diversifiant davantage l'économie.

Sous Lomé IV, la plus grande partie des fonds programmés sont consacrés au développement agricole et rural et aux infrastructures. Le Programme National Indicatif (PIN), de 46 millions d'écus, comprend plusieurs projets en matière de transport routier, de promotion du commerce (Programme "Objectif Europe"), de développement rural et de développement des ressources humaines. L'appui aux réformes structurelles du pays s'est, par ailleurs, élevé à plus de 7 millions d'écus, dont 2,5 millions au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (FAS) et plus de 4,5 millions provenant du PIN.

En outre, la BEI a déjà contribué, sous cette même Convention, au financement de projets dans le secteur de l'énergie et des PME, pour un montant de 26 millions d'écus sur ses ressources propres et de 5 millions d'écus au titre des capitaux à risques.

Au plan commercial, trois produits clés vitaux pour les petits paysans et travailleurs ruraux du pays —banane, sucre et rhum— bénéficient de conditions préférentielles d'accès au marché européen prévues dans les Protocoles spéciaux de la Convention de Lomé.

La Jamaïque figure aussi parmi les pays ACP exportateurs traditionnels de banane qui bénéficient du système spécial d'assistance mis en place en 1994 pour améliorer la productivité et la qualité de ce secteur de production (2 millions d'écus déjà engagés).

D'importants projets environnementaux ont été approuvés avec des fonds provenant des lignes budgétaires de l'UE créées à cet effet.

JAMAICA is one of the biggest island States in the Caribbean Sea. Independent since 1962 with a parliamentary two party system, the country is a democratic state.

The economy is founded on three key sectors: tourism, bauxite and agricultural production. Jamaica scores well for different social indicators such as life expectancy, schooling and literacy rate.

After high economic growth in the 1960s and early 1970s, the country was confronted with problems after the first oil shock. The public finance position and the external balance were in severe disequilibrium by 1980, which led to structural adjustment programmes developed by the Bretton Woods institutions. After the economic and social distress of the 1980s and early 1990s, the macro economic situation has much improved. In 1994 the government budget is in surplus position and the foreign exchange reserves are positive for the first time since 1975.

Poverty is the most urgent social problem now. Solutions are to be sought in improving social services and the further diversification of the economy.

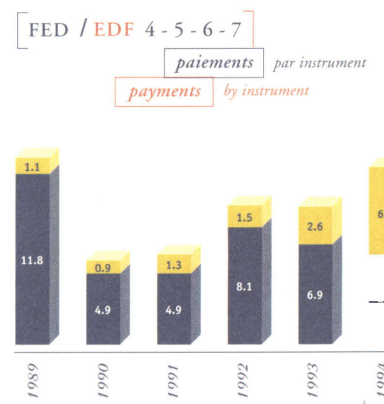
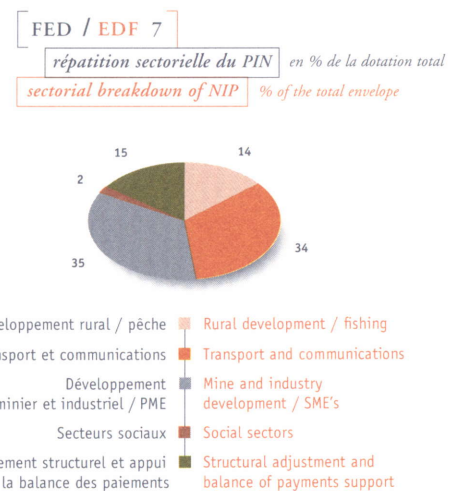
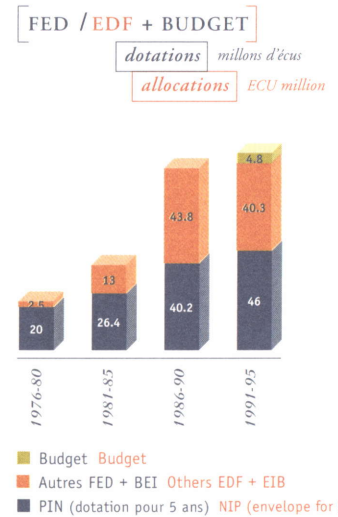
Under Lomé IV, the bulk of the programmed funds is devoted to agricultural and rural development and infrastructure. The National Indicative Programme (NIP) of ECU 46 million includes several projects in road transport, trade promotion (Target Europe Programme), rural development and credit support to the private sector. Support to the country's structural reforms amounted to more than ECU 7 million, including ECU 2.5 million under the Structural Adjustment Facility (SAF) and more than ECU 4.5 million from the NIP.

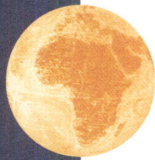
Furthermore, under the Convention, the EIB also contributed to the financing of projects in the energy and SME sectors, with up to ECU 26 million from its own resources and ECU 5 million in the form of risk capital.

As regards trade, three key products that are vital to small farmers and the country's rural workers —bananas, sugar and rum— benefit from the Lomé special Protocols, which guarantee preferential access to the European market.

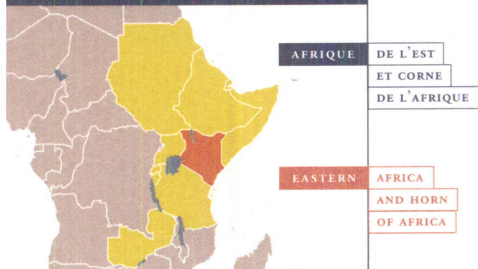
The special system of assistance to ACP traditional banana producers introduced in 1994 will also benefit Jamaica's banana sector (ECU 2 million already committed), and help to improve productivity and quality.

Some important environmental projects have been approved from the European budget lines.





# KENYA



## Indicateurs économiques

PNB par habitant	270 \$ (1993)
Exportations	1135 mio \$ (1993)
thé	22 %
café	19 %
Service de la dette / exportations	28 % (1993)

## Indicateurs sociaux

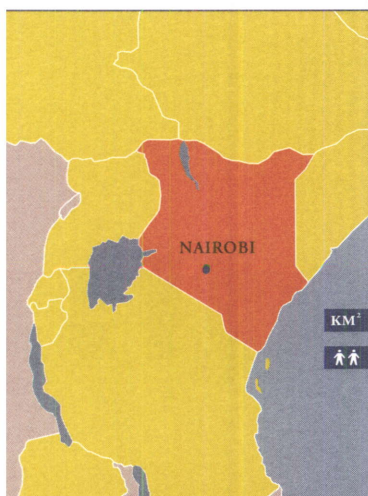
Taux de croissance de la population	3,35 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	95 % (1993)
Taux d'urbanisation	26 % (1993)

## Economic indicators

GNP per capita	270 \$ (1993)
Exports	1135 mio \$ (1993)
tea	22 %
coffee	19 %
Debt service / exports	28 % (1993)

## Social indicators

Population growth rate	3,35 % (1990-1995)
Primary schooling rate	95 % (1993)
Urbanization rate	26 % (1993)



LE KENYA, dont le relief s'élève progressivement de l'Océan Indien jusqu'à 1700 mètres d'altitude vers Nairobi, est constitué au nord et au nord-est de régions arides et semi-arides. Avec un taux annuel de 3,5 à 3,8 %, la croissance démographique du pays est l'une des plus importantes du monde.

Après son accession à l'indépendance, en 1963, le pays a connu durant les années 70 et le début des années 80, un développement économique basé sur l'autosuffisance alimentaire, les exportations agricoles et les services. Devant la détérioration de la situation économique à la fin de la décennie 80, le Kenya a adopté un programme de réformes économiques qui a reçu une assistance extérieure jusqu'en 1991, laquelle a été interrompue faute de progrès suffisants en matière politique et économique. Depuis lors, un système de multipartisme a été introduit et des élections ont été organisées en 1992. Dans le domaine économique, une politique de réformes a été engagée avec détermination.

L'aide de l'Union européenne a débuté en 1975 et s'est concentrée sur le développement rural, un meilleur équilibre entre les régions rurales et urbaines, ainsi que sur l'infrastructure routière dans le cadre du Programme régional visant à améliorer les liaisons avec les pays voisins enclavés. Plus récemment, la priorité a été accordée au développement des ressources naturelles et à l'appui au Programme de réforme du secteur céréalier. D'importantes aides alimentaires ont également été fournies au pays à la suite de vagues de sécheresse.

Le Programme Indicatif National (PIN) de Lomé IV (140 millions d'écus) est axé sur le secteur céréalier (deuxième Programme de réforme), le développement des terres arides et semi-arides les plus pauvres, la préservation de la faune et des forêts, ainsi que sur le soutien au secteur privé, aux micro-projets et aux infrastructures économiques et sociales. Le faible taux de déboursement à mi-parcours de Lomé IV, et les nouvelles conditions économiques, ont conduit à une révision du PIN et à une réorientation des ressources disponibles vers les secteurs possédant une plus grande capacité d'absorption de l'aide.

Le développement agricole et rural, et avant tout le secteur du café, est également appuyé par les transferts importants attribués au titre du Stabex. Le Kenya a également reçu des aides alimentaires et aux réfugiés significatives, ainsi que des aides d'urgence en faveur des victimes de la sécheresse et des troubles civils. Le pays a par ailleurs bénéficié des fonds de coopération régionale alloués à l'Afrique de l'Est, principalement par le biais d'un soutien aux programmes de plusieurs institutions régionales basées sur son territoire et par l'appui à des projets routiers reliant le Corridor Nord.

En outre, la Banque Européenne d'Investissement contribue, sur les ressources dont elle assure la gestion, au financement de projets dans les secteurs productifs pour un montant important, dont plus de 30 millions d'écus ont été approuvés à ce jour au titre des capitaux à risques, et 35 millions au titre de ses ressources propres.

KENYA is made up of semi-arid and arid regions in the north and north-east, with a relief rising from the Indian Ocean to 1700 metres around Nairobi. With an annual growth rate of 3.5 to 3.8 % per year, Kenya has one of the fastest growing populations in the world.

After Kenya achieved independence in 1963, economic development of the country during the 1970s and early 1980s was based on food security, agricultural exports and services. Owing to the worsening economic situation in the late 1980s, Kenya adopted a programme of economic reforms which was supported by external assistance until 1991, but suspended that year due to lack of progress in the political and economic fields. Since then a multiparty system has been introduced and elections were held in 1992. In the economic field, a policy of reform has been resolutely launched.

European Union assistance began in 1975, concentrating on rural development, a better rural-urban balance and on road infrastructure in connection with the Regional Programme aimed at improving links for landlocked neighbouring countries. More recently, priority was given to natural resources and support to the Cereals Sector Reform Programme (CSRP). Significant amounts of food aid were also provided for drought relief.

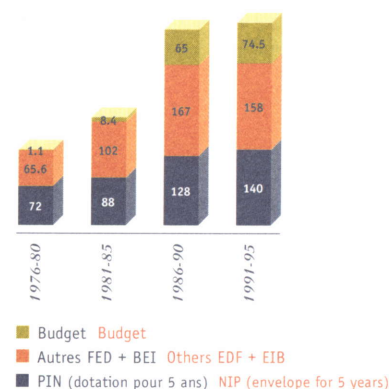
The Lomé IV National Indicative Programme (NIP) —ECU 140 million— concentrated on the cereal sector (CSRP II), development of the poorest arid and semi-arid lands, conservation of indigenous forests and wildlife, support to the private sector, microprojects and economic and social infrastructure. The low rate of disbursement at the mid-term of Lomé IV, and the changing conditions of the economy, led to a review of the NIP and a reorientation of available resources to sectors with the highest absorption capacity.

Assistance to agriculture and rural development is also being provided through important Stabex transfers targeted at the coffee sector. Significant food and refugee aid was also provided, as well as emergency assistance to victims of drought and civil troubles.

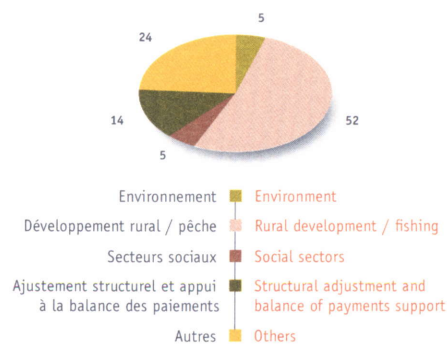
Kenya has benefited from the regional cooperation funds provided to Eastern Africa, mainly through support to programmes of a number of regional institutions hosted by the country and through road projects linked to the Northern Corridor.

Moreover, the European Investment Bank contributes, through the resources it manages, to the financing of projects in production sectors up to a substantial amount, of which more than ECU 30 million have been approved so far in the form of risk capital, and 35 million from its own resources.

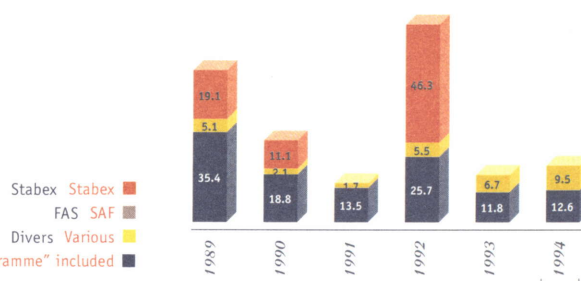
FED / EDF + BUDGET  
dotations millions d'écus  
allocations ECU million



FED / EDF 7  
répartition sectorielle du PIN en % de la dotation total  
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



FED / EDF 4 - 5 - 6 - 7  
paiements par instrument  
payments by instrument



PIN y compris "programme special dette" NIP "special debt programme" included



# KIRIBATI



PACIFIQUE

PACIFIC

## Indicateurs économiques

PNB par habitant	710 \$ (1993)
Exportations	9 mio \$ (1993)
<i>coprah</i>	80 %
<i>poisson</i>	20 %
Service de la dette / exportations	<i>na/nd</i>

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	2 % (1980-1990)
Taux de scolarisation primaire	<i>na/nd</i>
Taux d'urbanisation	36 % (1990)

## Economic indicators

GNP per capita	710 \$ (1993)
Exports	9 mio \$ (1993)
<i>copra</i>	80 %
<i>fish</i>	20 %
Debt service / exports	<i>na/nd</i>

## Social indicators

Population growth rate	2 % (1980-1990)
Primary schooling rate	<i>na/nd</i>
Urbanization rate	36 % (1990)

INDÉPENDANT depuis 1979, Kiribati est composé de trente-trois îles coralliennes éparpillées sur une surface de 3,6 millions de km<sup>2</sup> au centre de l'Océan Pacifique.

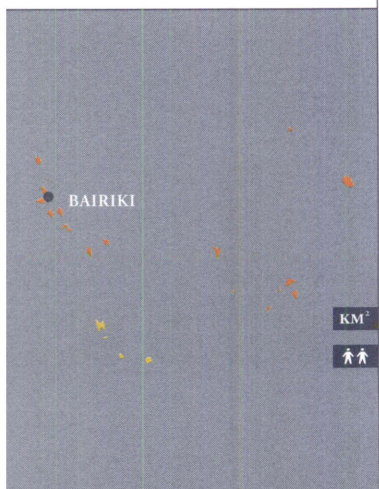
Le manque de ressources naturelles, particulièrement forestières, minérales et en rivières figurent parmi les handicaps majeurs auxquels se heurte le développement de Kiribati. Les mauvaises conditions d'exploitation des sols limitent les possibilités de développement agricole, et l'archipel est de plus exposé à des périodes de sécheresse. Les vastes distances séparant les différentes îles sont source de grandes difficultés en ce qui concerne l'administration et les communications. Le rythme de croissance de la population constitue également un autre aspect problématique ainsi que le manque de main-d'oeuvre qualifiée.

L'aide de l'Union européenne à Kiribati a démarré lorsque l'île a rejoint le Groupe des pays ACP en 1979, au cours de la période d'application de la première Convention de Lomé. De Lomé I à Lomé III, les Programmes Indicatifs Nationaux (PIN), qui se sont élevés à près de 20 millions d'écus, ont été centrés sur un certain nombre de projets significatifs: la réhabilitation du réseau téléphonique, la fourniture de bateaux de pêche au thon, ainsi que la poursuite du développement des télécommunications.

Dans le cadre de la quatrième Convention de Lomé (1991-1995), Kiribati dispose de 6 millions d'écus au titre du PIN, et 1 million d'écus est également prévu pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques.

Le pays a soigneusement équilibré sa stratégie de développement entre le soutien aux infrastructures de base et l'appui aux secteurs productifs. Ainsi, sous Lomé IV, les secteurs de concentration de l'aide sont le développement de l'exploitation des ressources naturelles, les transports et communications, ainsi que la formation. En ce qui concerne le domaine des ressources naturelles, la priorité a été donnée à l'exploitation des ressources halieutiques non-traditionnelles, telles que les algues. Les projets envisagés dans le secteur des communications visent à maintenir et améliorer les liaisons avec les îles de la Ligne Nord et la vaste région du Pacifique.

Par ailleurs, depuis Lomé I, Kiribati a reçu des transferts au titre du Stabex pour un montant s'élevant à 7 millions d'écus pour le coprah, dont 625 000 écus durant les quatre premières années d'application de Lomé IV.



KM<sup>2</sup> 730

75 000

AN INDEPENDENT country since 1979, Kiribati comprises thirty three coral islands which are dispersed over 3.6 million km<sup>2</sup> in the central Pacific Ocean.

Amongst the major constraints on development in Kiribati is the lack of natural resources such as forests, minerals or fresh water. Very poor soil conditions limit agricultural development, and the archipelago is also exposed to periodic drought. The huge distances between component islands create severe administrative and communication difficulties. Population growth is also another source of concern, as is the shortage of skilled workforce.

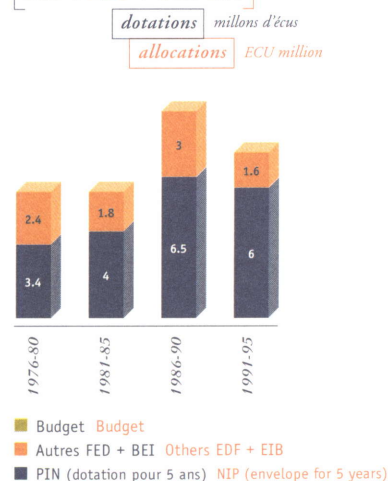
European Union assistance to Kiribati started when the country joined the ACP countries Group in 1979 during the first Lomé Convention. From Lomé I to Lomé III, National Indicative Programmes (NIPs), which amounted to ECU 20 million, focused on several major projects: rehabilitation of the telephone network, provision of tuna fishing vessels and further telecommunications development.

In the framework of the fourth Lomé Convention (1991-1995), ECU 6 million has been made available to Kiribati within the NIP and ECU 1 million has also been made available through European Investment Bank in the form of risk capital.

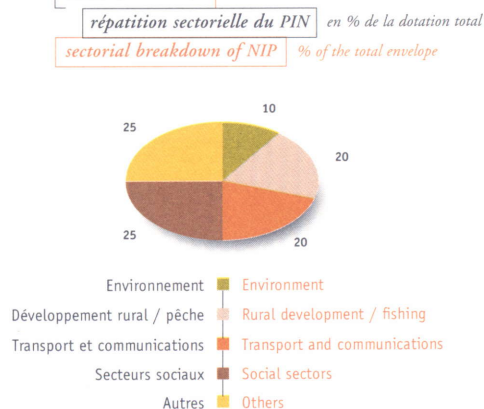
The country has been carefully balancing its development strategy between infrastructure development and productive activities. The main sectors of intervention under Lomé IV are therefore the development of natural resources exploitation, transport and communications, and training. In the natural resources area, priority is given to the exploitation of non-traditional marine resources such as seaweed. Projects in the communication sector are geared to maintaining and improving air links with Northern Line Islands and the wider Pacific region. In addition, an integrated Training Programme has been launched to provide the country's key economic and social sectors with sufficient and appropriately skilled manpower.

Since Lomé I, Stabex transfers amounting to ECU 7 million have been allocated in respect of copra, of which ECU 625 000 transferred during the first four years of Lomé IV.

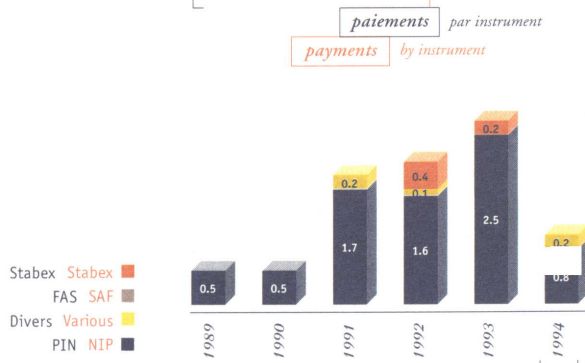
FED / EDF + BUDGET



FED / EDF 7



FED / EDF 4 - 5 - 6 - 7







# LESOTHO

INDÉPENDANT depuis 1966, le Lesotho, petit pays montagneux entièrement enclavé dans la République Sud-Africaine, est membre de l'Union Douanière d'Afrique Australe (SACU) et de la Zone Monétaire Commune (CMA).

Avec les élections de mars 1993, le pays, administré par un gouvernement militaire depuis 1988, est revenu à un régime démocratique. Depuis lors le pays a connu une période de troubles marquée par le conflit entre le gouvernement et l'armée puis par l'assassinat du premier Ministre. Le calme est alors revenue et le roi Moshoeshe II a retrouvé son trône.

Comme un bon nombre de pays de la région, le Lesotho est traditionnellement dépendant du commerce et du marché de l'emploi sud-africains: les transferts financiers des 120 000 nationaux employés dans le secteur minier sud-africain représentent 50 % du PNB du pays. Les cultures de base poussent sur les basses terres arables (9 % de la surface totale), alors que les moutons et les chèvres représentent l'activité principale en montagne. Le tissu industriel primaire du pays, relativement étroit, s'est développé depuis les années 1980. Le commerce du Lesotho avec l'Union européenne est limité: il représente 27 % de ses exportations (principalement de la laine, du mohair, des produits manufacturés) et 1,3 % de ses importations.

L'aide de l'Union européenne sous les quatre Conventions de Lomé s'est concentrée sur le soutien au projet d'irrigation dans la haute région montagneuse du pays. Plus récemment, sous Lomé IV (dont le Programme Indicatif National s'élève à 42,5 millions d'écus), le projet hydroélectrique de Muela a bénéficié d'un appui important (dont 34 millions d'écus financés à partir du programme indicatif national, 10 millions d'écus à partir du programme indicatif régional de l'Afrique australe et 15 millions d'écus sous forme de capitaux à risques gérés par la Banque Européenne d'Investissement). L'eau représente en effet la seule ressource naturelle jusqu'à présent inexploitée, et va par conséquent faire l'objet de travaux d'adduction en vue d'être vendue à la République Sud-Africaine.

L'assistance européenne intervient également en soutien au développement rural, aux infrastructures des transports et des communications et aux projets sociaux. Les fonds de contrepartie générés par les ressources allouées au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel de Lomé IV (17 millions d'écus) sont utilisés pour appuyer des interventions dans les secteurs sociaux.

## Indicateurs économiques

PNB par habitant	660 \$ (1993)
Exportations produits manufacturés produits alimentaires	na/nd
Service de la dette / exportations	5,5 % (1993)

## Indicateurs sociaux

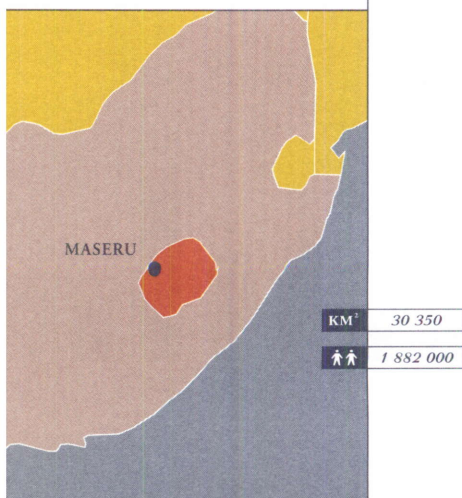
Taux de croissance de la population	2,47 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	108 % (1993)
Taux d'urbanisation	22 % (1993)

## Economic indicators

GNP per capita	660 \$ (1993)
Exports manufactured products food products	na/nd
Debt service / exports	5.5 % (1993)

## Social indicators

Population growth rate	2.47 % (1990-1995)
Primary schooling rate	108 % (1993)
Urbanization rate	22 % (1993)

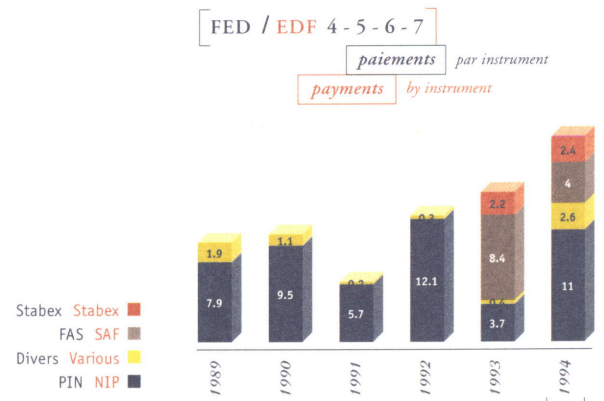
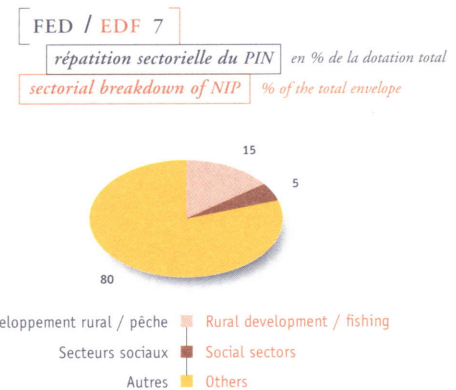
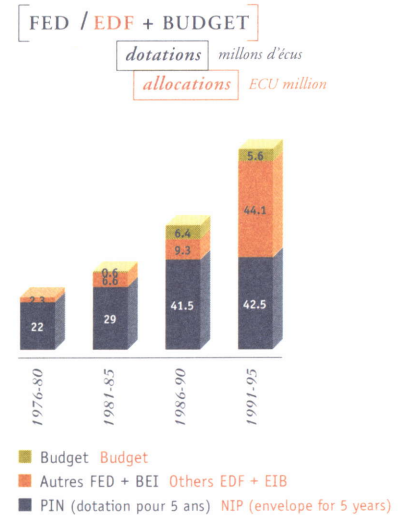


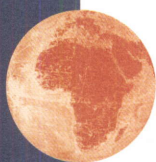
INDEPENDENT since 1966, Lesotho, a small mountainous country landlocked and entirely surrounded by the Republic of South Africa, is a member of the Southern Africa Customs Union (SACU) and the Common Monetary Area (CMA). With the elections in March 1993, the country which had been governed under military rule since 1988 returned to a democratic form of government. Since the elections, a period of unrest followed, marked by conflicts between the government and the army then by the assassination of the deputy prime Minister. Calm has since returned and the former king Moshoeshoe II has been returned to the throne.

Like many countries in the region, Lesotho has traditionally been dependent on South Africa for trade and employment: remittances by 120 000 national workers employed in South Africa's mines account for 50 % of the country's GNP. Staple food is grown on the lower arable lands (9 % of the total area), whereas sheep and cattle farming are the main activities in the higher lands. The small industrial base of the country has expanded since the 1980s. Lesotho's trade with the European Union is limited: 27 % of its exports (mainly wool, mohair, manufactured products) and 1.3 % of its imports.

European assistance under the four Lomé Conventions has been concentrated on support to the Lesotho Highlands Water Project. More recently, under Lomé IV (which has a National Indicative Programme which amounts to ECU 42.5 million), the Muela Hydroelectric Power Project benefited from substantial support (of which ECU 34 million financed from the national indicative programme, ECU 10 million from the regional indicative programme for Southern Africa and ECU 15 million in the form of risk capital managed by the European Investment Bank). Water is indeed Lesotho's only hitherto unexploited resource, and will thus be diverted for sale to South Africa.

Rural development, transport, communications and social projects are also included under European assistance. Counterpart funds generated by the resources allocated under the Lomé IV Structural Adjustment Facility (ECU 17 million) have been used to support intervention in the social sectors.





# LIBERIA

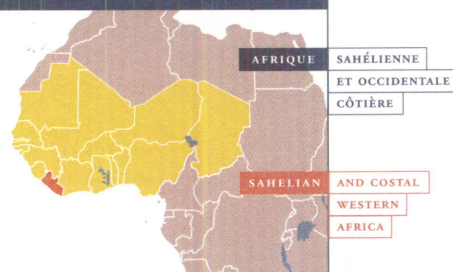
SITUÉ en Afrique de l'Ouest, en bordure de l'océan Atlantique, et entouré par la Sierra Leone, la Guinée et la Côte d'Ivoire, le Liberia est un pays fertile doté de ressources naturelles considérables, en particulier caoutchouc, minerai de fer, forêts et métaux précieux.

Le Liberia est resté politiquement stable depuis sa création, en 1847, jusqu'en 1981. Cependant, des troubles sociaux grandissants et la tentative de coup d'Etat en 1989 ont débouché sur une période de guerre civile durant laquelle près d'un tiers de la population a pris la fuite vers les pays voisins. Toute activité économique et sociale normale a cessé dans le pays.

Les espoirs de paix et de retour à la stabilité reposent sur les pourparlers de paix d'Accra. Un pré-accord signé par les principaux chefs de faction prévoit une phase transitoire de gouvernement débouchant sur des élections et un retour à un gouvernement démocratiquement élu.

Avec l'arrêt complet des activités de service public et du gouvernement durant la guerre civile, les actions traditionnelles de développement ont été interrompues. En conséquence, depuis 1990, l'aide européenne au Liberia est essentiellement orientée vers des opérations humanitaires, et un contrôle renforcé a été institué afin que l'aide parvienne aux personnes nécessiteuses de façon équilibrée et équitable. Environ 100 millions d'écus d'aide humanitaire ont été fournis par l'Union européenne pour la période 1990-1994, dont la majeure partie a été acheminée par des organisations non-gouvernementales européennes.

En mars 1994, un important programme de réhabilitation de 25 millions d'écus a été approuvé en vue d'une mise en oeuvre immédiate. Des projets dans les domaines de la santé, de l'approvisionnement en eau et en intrants agricoles et des infrastructures de transport ont été financés. L'aide se poursuit dans la reconstruction des secteurs de l'éducation, ainsi qu'à travers des mesures d'assistance à la réintégration des anciens combattants et au retour au pays des réfugiés et personnes déplacées.



## Indicateurs économiques

PNB par habitant	na/nd
Exportations	683 mio \$ (1993)
	na
Service de la dette / exportations	na/nd

## Indicateurs sociaux

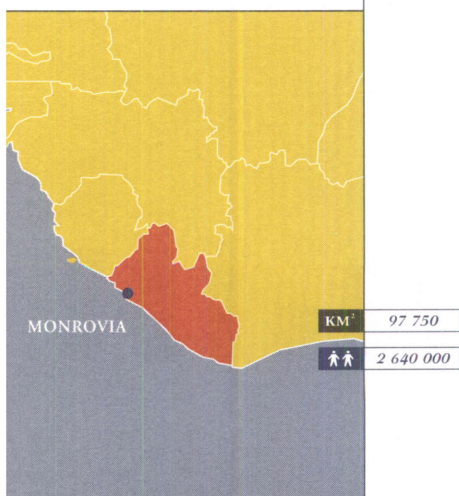
Taux de croissance de la population	3 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	na/nd
Taux d'urbanisation	49 % (1993)

## Economic indicators

GNP per capita	na/nd
Exports	683 mio \$ (1993)
	na
Debt service / exports	na/nd

## Social indicators

Population growth rate	3 % (1990-1995)
Primary schooling rate	na/nd
Urbanization rate	49 % (1993)



SITUATED in West Africa, on the Atlantic, and surrounded by Sierra Leone, Guinea and Côte d'Ivoire, Liberia is a fertile country with considerable natural resources, especially rubber, iron ore, forestry and precious metals.

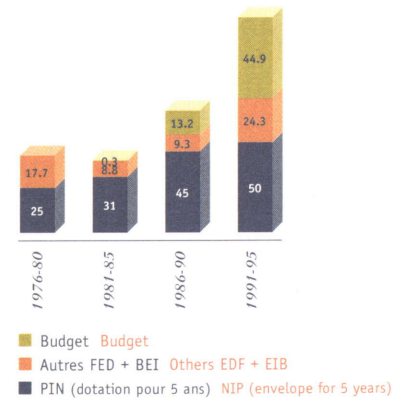
Liberia remained politically stable since its establishment in 1847 up until 1981. However growing social unrest in 1989 led to a period of civil war in which nearly one-third of the population fled as refugees to neighbouring countries. All normal economic and social activity in this country has ceased.

Hopes for peace and a return to stability lie in the Accra peace talks. A draft agreement signed by the main faction leaders foresees a transitional administration leading to elections and a return to a democratically-elected government.

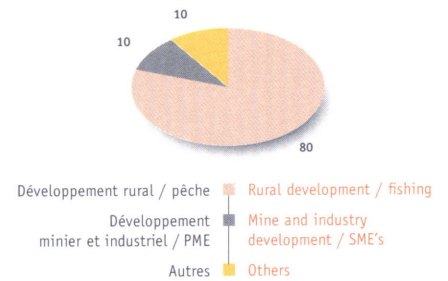
With the total disruption of public services and government during the civil war, normal development operations came to a standstill. The European Union's assistance to Liberia, since 1990, has therefore been concentrated on humanitarian operations and on ensuring that aid reached those in need in a balanced and fair manner. Around ECU 100 million of humanitarian assistance was provided by the European Union during the period 1990 to 1994. Most of this was channelled through European non-governmental organisations.

In March 1994, a major rehabilitation programme of ECU 25 million was approved for immediate implementation. Projects in the health, water supply, agricultural inputs and transport infrastructure sectors have been supported. Work continues to help reconstruct the education sector, as well as measures to assist the reintegration of ex-combatants and the resettlement of displaced people and refugees.

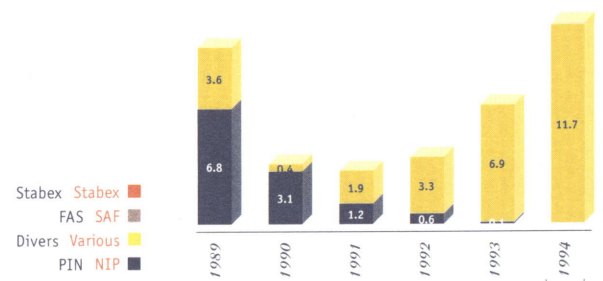
FED / EDF + BUDGET  
dotations millions d'écus  
allocations ECU million



FED / EDF 7  
répartition sectorielle du PIN en % de la dotation total  
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope

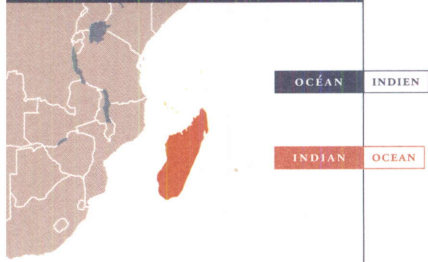


FED / EDF 4 - 5 - 6 - 7  
paiements par instrument  
payments by instrument





# MADAGASCAR



## Indicateurs économiques

PNB par habitant	240 \$ (1993)
Exportations	441 mio \$ (1993)
épices	27 %
café	23 %
Service de la dette / exportations	14,3 % (1993)

## Indicateurs sociaux

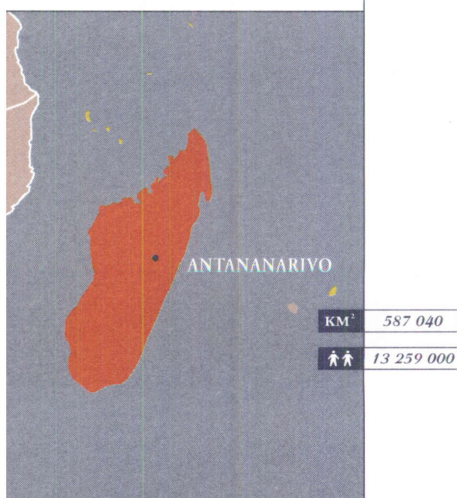
Taux de croissance de la population	3,19 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	92 % (1993)
Taux d'urbanisation	26 % (1993)

## Economic indicators

GNP per capita	240 \$ (1993)
Exports	441 mio \$ (1993)
spices	27 %
coffee	23 %
Debt service / exports	14.3 % (1993)

## Social indicators

Population growth rate	3.19 % (1990-1995)
Primary schooling rate	92 % (1993)
Urbanization rate	26 % (1993)



CINQUIÈME ÎLE du monde de par sa taille, indépendante depuis 1960, Madagascar bénéficie de conditions géographiques et climatiques variées et dispose d'une richesse en ressources naturelles qui constituent des atouts pour son développement. Depuis son indépendance, Madagascar a connu trois républiques dont la dernière, instituée en septembre 1992 suite aux mouvements de contestation populaire de 1991, a permis la mise en place d'un régime démocratique. Celui-ci a mis fin, avec les élections présidentielles de février 1993, à seize ans de politique autoritaire.

Le déclin économique de l'île depuis les années 1980, conjugué à une forte croissance démographique, a fait de Madagascar l'un des pays les plus pauvres du monde. Les difficultés dues à cette dégradation affectent tous les domaines de la vie économique et sociale: infrastructures, éducation, santé, finances publiques, efficacité de l'administration. Les tentatives de réformes entreprises depuis 1987 et les récents succès de la zone franche industrielle et touristique n'ont cependant pas permis, jusqu'à présent, de compenser les pertes subies par les autres secteurs, notamment celui des exportations traditionnelles (café, vanille). La désorganisation croissante de l'administration et les difficultés liées au processus de démocratisation en cours, ont en outre conduit à la suspension des programmes d'ajustement structurel, alors que l'ampleur de l'endettement (114 % du PIB) et la pénurie de devises constituent des contraintes majeures pour le pays.

Dans le cadre des trois premières Conventions de Lomé, les ressources des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN), soit près de 260 millions d'écus, ont été principalement consacrées au développement agricole et rural avec comme objectif l'autosuffisance alimentaire, et à l'appui aux infrastructures de transport.

Le PIN de Lomé IV, qui s'élève à 130 millions d'écus, maintient ces deux grands secteurs d'intervention, tout en donnant la première priorité aux transports et communications (routes et aéroports), le développement rural (sécurité alimentaire, diversification de la production, appui aux organisations paysannes) passant au second rang. Un accent plus important que par le passé est mis sur l'appui aux secteurs sociaux, particulièrement en ce qui concerne la valorisation des ressources humaines.

En dehors des fonds programmés, Madagascar a bénéficié de transferts au titre du Stabex: plus de 70 millions d'écus jusqu'à présent, depuis Lomé I, pour compenser des pertes de recettes à l'exportation notamment du café, de la vanille et du sisal. Sur financement du budget de l'Union européenne, l'île s'est vue allouer une aide de 1,2 million d'écus destinée à soutenir le processus démocratique, et plus de 37 millions d'écus sous la forme d'aides alimentaires sur la période 1976-1993.

Les interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques, qui ont représenté sous Lomé IV un montant de 12 millions d'écus entre 1991 et 1994, se sont concentrées sur le développement de l'aquaculture, secteur productif en pleine expansion.

Madagascar figure parmi les pays ACP exportateurs traditionnels de banane qui bénéficient du système spécial d'assistance mis en place en 1994 pour améliorer la productivité et la qualité de ce secteur de production. Le pays bénéficie également des avantages des accords de pêche signés avec l'Union, dont le dernier a été renouvelé pour trois ans en 1992 et comporte des paiements annuels de 725 000 écus.

FIFTH BIGGEST island in the world, and independent since 1960, Madagascar is blessed with a variety of geographic and climatic conditions and is rich in natural resources, which together provide invaluable assets for its development. Since independence, Madagascar has known three republics of which the last one, instituted in 1992 after the civil uprisings of 1991, has led to the setting up of a democratic regime. This put an end, with the presidential elections of February 1993, to 16 years of authoritarian regime.

The economic decline of the island since the 1980s, combined with strong demographic growth, has made Madagascar one of the poorest countries in the world. Difficulties due to this degradation affect every aspect of its economic and social life: infrastructure, education, health care, public finances and administrative efficiency. Reforms attempted since 1987, however, and recent successes with the industrial free zone and tourism, have not yet allowed Madagascar to offset losses suffered by other sectors, notably in traditional exports (coffee, vanilla). Moreover, weaknesses in the administrative management of the country and the difficulties linked to the current democratisation process have led to the suspension of structural adjustment programmes, whereas the size of indebtedness (114 % of GNP) and the shortage of currency constitute major constraints.

In the framework of the first three Lomé Conventions, National Indicative Programme (NIP) resources, which consist of almost ECU 260 million, were mainly dedicated to agricultural and rural development, aimed at achieving the objective of food self-sufficiency, and to support for the establishment of transport infrastructures.

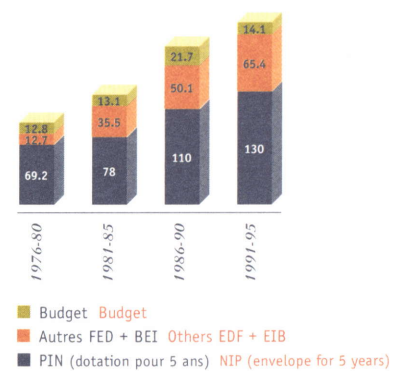
The Lomé IV NIP, which amounts to ECU 130 million, maintains both the two main sectors for intervention, while giving first priority to transport and communications (roads and airports) and second priority to rural development (food security, diversification of production, support for farming organisations). Support for social sectors is being emphasised more than in the past, especially as far as enhancing the value of human resources is concerned.

Outside programmed funds, Madagascar has benefited since Lomé I from more than ECU 70 million in Stabex transfers, mainly to compensate it for losses of earnings in coffee, vanilla and sisal exports. The Island was allocated ECU 1.2 million under European Union's budget to support the democratic process, and more than ECU 37 million in food aid between 1976 and 1993.

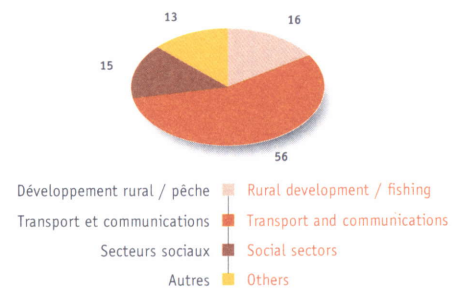
Risk capital interventions from the European Investment Bank (EIB), which represented under Lomé IV a total of ECU 12 million between 1991 and 1994, were concentrated on developing fish farming, a sector of production now in the full throes of expansion.

The special system of assistance to ACP traditional banana producers introduced in 1994 will also benefit the Madagascar's banana sector in helping to improve productivity and quality. The country also has advantages from the fishing agreements signed with the Union, of which the last one has been renewed for the years in 1992 and comprises annual payments of ECU 725 000.

FED / EDF + BUDGET  
dotations millions d'écus  
allocations ECU million



FED / EDF 7  
répartition sectorielle du PIN en % de la dotation total  
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



FED / EDF 4 - 5 - 6 - 7  
paiements par instrument  
payments by instrument

